

SOMMATION

Agence mondiale antidopage (AMA)

A juste raison, de plus en plus de voix ne font pas confiance à l'instance

Jean-François Lamour (Fra), ministre de la Jeunesse et des Sports de 2004 à 2007 :

« Je ne souhaite pas devenir le président d'une Agence mondiale antidopage qui n'a pas de vision claire rectiligne de sa mission et qui ne peut supporter les pressions extérieures. Une agence prestataire de services que l'on sonne pour venir à des colloques ou des campagnes de sensibilisation, ça n'a qu'un intérêt très limité. J'aurais aimé que l'AMA soit un vrai gendarme dans la lutte antidopage mais elle n'en prend pas le chemin... »

[Paris-Match, 06.12.2007]

Marc Madiot (Fra), président de la Ligue nationale de cyclisme de 2008 à 2020

❶ SALBUTAMOL - Le problème ce n'est pas Chris Froome mais l'AMA

C'est Marc Madiot, le président de la Ligue nationale de cyclisme français, qui met en cause l'AMA comme responsable du pataquès sur le seuil limite de salbutamol à 1 000 ng/ml.

Pour lui, il s'agit moins de fustiger le Britannique que l'Agence mondiale antidopage, qui a bien mal géré cet imbroglio juridico-sportif qui le laisse atterré : *« Je suis né dans une famille catholique mais aujourd'hui je n'ai plus foi en l'AMA »* avait-il lancé en apprenant la nouvelle. Il s'en explique : *« A intervalles réguliers, le Tour en prend plein la gueule. Pour autant, ce n'est pas Froome le problème, c'est l'AMA (...) ça me gonfle, on s'est trimballé un problème pendant neuf mois, tout ça pour s'entendre dire, à la veille du Tour, que Froome est blanchi. On nous prend vraiment pour des cons ! En septembre, je vais créer une sorte d'académie à Besançon pour de jeunes aspirants professionnels. Mais moi, quel discours, quelle éducation je vais pouvoir leur donner à ces jeunes ? Je vais devoir leur dire la dose maximale de salbutamol autorisée est de 1 000 nanogrammes, mais si vous en avez 2 000 dans vos analyses, ce n'est pas grave et puis si vous avez de l'argent, ne vous inquiétez pas, vous serez blanchi. »*

❷ AMA - "Elle nous prend pour des cons"

En reconnaissant que son test sur le salbutamol n'était pas fiable, ce test qui a jadis condamné Alessandro Petacchi et Diego Ulissi, l'AMA installe le doute sur sa crédibilité

Selon Madiot : *« Et c'est terrible car on n'avance pas. Et le pire, ce qui me gêne, c'est que cette fois le malaise n'est pas né d'une intervention de la police comme on en a connu pendant l'affaire Festina par exemple en 1998. Là c'est l'AMA à qui nous crions au secours, l'AMA censée réguler notre sport et donc régler le problème, qui nous plante, alors oui, j'ai perdu foi en cet organisme. »*

Edwin Moses (Usa), ancien athlète ; président du conseil d'administration de l'USADA

ANTIDOPAGE
Moses accuse l'AMA

L'ancien champion olympique du 400 m haies Edwin Moses devenu président du conseil d'administration de l'Agence américaine antidopage, a raconté hier dans un journal australien comment les instances de l'Agence mondiale antidopage (AMA) lui avaient ordonné de « se taire » lors d'une récente réunion et a déploré « l'atmosphère hostile » qui règne au sein de l'organisation. Ces propos suivent ceux de Beckie Scott, présidente du comité des athlètes de l'AMA, qui a également affirmé avoir été « intimidée » par des cadres de l'instance quand elle s'était opposée à la réhabilitation de l'agence russe antidopage Rusada. « Cela pourrait paraître insultant si ce n'était surtout déconcertant : pourquoi des personnes qui prétendent représenter un sport propre essayent-elles de museler les interventions d'autres personnes avec lesquelles elles sont en désaccord ? » a ajouté Moses. L'AMA n'a pas pu être jointe dans l'immédiat, mais a nié dans un communiqué à la BBC avoir demandé le silence du double champion olympique.

L'Equipe, 20.10.2018

Travis Tygart (Usa), président depuis septembre 2007 de l'Agence antidopage américaine (Usada). C'est lui qui a fait "tomber" Lance Armstrong

Un rapport de la Maison Blanche recommande de quitter l'Agence mondiale antidopage si cette dernière n'entreprend pas de profondes réformes.

L'Agence antidopage américaine [USADA] a dévoilé le 24 juin 2020 le contenu d'un rapport rédigé par un cabinet de la présidence des Etats-Unis, lequel recommande au Congrès (le parlement américain) d'envisager de stopper l'aide financière à l'AMA, l'Agence mondiale antidopage.

L'ONDCP (Office of National drug Control Policy), un des organes qui composent le Bureau exécutif du président, est chargé de la politique de contrôle des drogues.

Il critique durement l'usage fait par l'AMA des deniers publics américains qui lui sont alloués chaque année.

Selon Travis Tygart, le directeur de l'Usada : ***"Ce rapport constitue une accusation accablante mais très juste envers la gouvernance de l'AMA, qui a échoué dans sa mission de défense des athlètes propres."***

[L'Equipe, 25.06.2020]

Jim Walden (Usa), avocat américain de Grigory Rodchenkov l'ex-patron du labo antidopage de Moscou et lanceur d'alerte.

« L'avocat s'est félicité du contenu du rapport : *"Il révèle que l'AMA est au mieux incompétente lorsqu'il s'agit de combattre la corruption. Nous avons désespérément besoin de cette loi (le Rodchenkov act) pour permettre au ministère de la Justice de faire le boulot que l'AMA n'accomplit pas depuis des décennies..."* »

[L'Equipe, 25.06.2020]

Gerardo Werthein (Arg), membre du comité olympique argentin :

« *Malgré toutes les enquêtes, nous n'avons pas encore eu de réponse convenable à la question de savoir pourquoi l'AMA n'avait pas réagi à la situation en Russie plus tôt, vu qu'elle était au courant du problème de dopage depuis l'année 2010 au minimum. En outre, l'AMA a confirmé à plusieurs reprises que l'Agence russe antidopage satisfaisait à toutes les exigences et a accrédité de nouveau le laboratoire antidopage de Moscou avant les JO de Sochi.* »

[Sputnik France, 21.09.2016]

Le MPCC (Fra) demande la démission du président de l'AMA

Le MPCC demande la démission du président de l'AMA

À l'issue de son assemblée générale, hier, à Paris, le Mouvement pour un cyclisme crédible (MPCC) a adressé une lettre ouverte à l'Agence mondiale antidopage (AMA) et demandé la démission de son président, le Britannique Craig Reedie. Le Mouvement reproche notamment à l'AMA de ne pas avoir ajouté le tramadol dans sa liste des substances interdites, publiée le 1^{er} octobre. Le MPCC demande « l'interdiction de l'utilisation de cette substance en compétition pour des enjeux éthiques (amélioration de la performance), mais aussi de sécurité et de santé des athlètes ». Il reproche également à l'AMA sa gestion du cas Froome. « Le MPCC regrette que les sanctions et les procédures ne soient pas appliquées de la même manière pour tous, ce qui est dévastateur pour la crédibilité du sport, pour l'AMA elle-même, mais aussi pour la confiance que lui portent les athlètes », dit la lettre.

L'Equipe, 25.10.2018